



Société anonyme au capital de 1 761 467,05 euros
réparti en 35 229 341 actions de 0,05 euro de valeur nominale chacune

Siège social : 8, rue de la Croix Jarry

75013 Paris

428 859 052 RCS Paris

COMPTES CONSOLIDES TRIMESTRIELS

RESUMES AU 31 MARS 2016

BILAN CONSOLIDE (NON AUDITE)

En milliers d'euros

A la date du

		A la date du	
	Notes	31-déc-15	31-mars-16
ACTIF			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles		956	1 161
Immobilisations corporelles	6	5 043	11 656
Actifs financiers		845	821
Total actifs non courants		6 844	13 638
Actifs courants			
Stocks		158	103
Créances clients		6 035	5 609
Subventions à recevoir	7	9 102	11 151
Autre actifs courant	8	4 685	7 629
Actifs financiers courants	9.1	-	86 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.2	314 238	190 393
Total actifs courant		334 218	301 005
TOTAL DE L'ACTIF		341 062	314 643
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital social	10	1 759	1 761
Primes d'émission		420 682	434 251
Actions propres		(184)	(190)
Ecart de conversion		(1 631)	(3 526)
Réserves		(137 188)	(157 729)
Résultat net, part du groupe		(20 544)	(29 464)
Capitaux propres, part du Groupe		262 894	245 104
Intérêts minoritaires		725	829
Total capitaux propres		263 619	245 932
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières non courants	12.1	66	55
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	14	437	454
Total passifs non courants		503	509
Passifs courants			
Emprunts et dettes financières courants	12.1	1 921	1 896
Dettes d'exploitation		6 611	7 912
Revenus différés	13	54 758	50 168
Provisions courantes	14	953	1 038
Autre passifs courants	15	12 697	7 189
Total passifs courants		76 940	68 202
TOTAL DU PASSIF		341 062	314 643

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés trimestriels non audités.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (NON AUDITE)

En milliers d'euros, à l'exception des informations par actions

	Notes	Pour le trimestre clos le 31 mars	
		2015	2016
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires	16	8 428	6 978
Autres produits d'exploitation	16	791	2 521
Total produits d'exploitation		9 219	9 499
Charges d'exploitation			
Coût des redevances		(427)	(433)
Frais de recherche et développement (1)	17	(7 436)	(18 870)
Frais administratifs et commerciaux (1)	17	(5 359)	(10 529)
Autres produits opérationnels		350	122
Plan de sauvegarde de l'emploi	14	207	1
Autres charges d'exploitation		(112)	(199)
Total charges d'exploitation		(12 777)	(29 908)
Résultat opérationnel		(3 558)	(20 409)
Résultat financier	18	9 874	(9 055)
Résultat net de la période		6 316	(29 464)
Résultat net, part du Groupe		6 146	(29 464)
Résultat net, part des minoritaires		171	-

- (1) Au quatrième trimestre 2015, Collectis a reclassé en frais de recherche et développement (ci-après « Frais de R&D ») certaines charges enregistrées initialement en frais administratifs et commerciaux (ci-après « Frais SG&A ») durant l'exercice 2015. Cette allocation est effective à partir de l'exercice 2015 et s'explique par la concentration des efforts en faveur des activités de R&D afin de développer nos produits candidats et de préparer leurs entrées en phase clinique. Nous avons approuvé cette réallocation au cours du quatrième trimestre 2015 et évaluons la performance du Groupe sur la base de cette nouvelle classification. A partir de 2015, les charges reclassées sont constituées de frais de personnel ainsi que d'achats et de charges externes affectées aux fonctions Systèmes d'Information, Ressources Humaines, Développement de l'activité, Juridique, Propriété Intellectuelle et Direction Générale. Elles ont été reclassées en frais de recherche et développement en fonction du temps consacré par les employés de ses fonctions générales, commerciales et administratives à des activités de R&D.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés trimestriels non audités.

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES (NON AUDITE)

En milliers d'euros

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
Résultat net de la période	6 316	(29 464)
Ecart de conversion	(1 218)	(1 931)
Pertes enregistrées en capitaux propres transférables en compte de résultat	(1 218)	(1 931)
Résultat global	5 099	(31 395)
Résultat global, part du Groupe	4 993	(31 359)
Résultat global, part des minoritaires	106	(36)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés trimestriels non audités.

TABLEAU DE VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDEE (NON AUDITE)

En milliers d'euros

		Pour le trimestre clos le 31 mars	
	Notes	2015	2016
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation			
Résultat de la période		6 316	(29 464)
Réconciliation du résultat net et de la trésorerie issue des opérations d'exploitation			
Ajustements:			
Amortissements et dépréciation sur actifs non courants		329	477
Pertes ou profits sur cessions d'actifs immobilisés		26	-
Charge / (produit) financier net		(9 847)	9 055
Charge liées aux attributions d'actions		840	13 414
Variation nette des provisions		(814)	99
Intérêts reçus / (payés)		18	559
Capacité d'autofinancement			
Variation du stock		0	54
Variation des créances d'exploitation et charges constatées d'avance		(132)	(2 526)
Variation des créances de subvention et de CIR		3 210	(2 813)
Variation des dettes d'exploitation		3 948	(3 892)
Variation des produits constatés d'avance		(5 113)	(4 554)
Variation du besoin en fonds de roulement		1 912	(13 731)
Variation de trésorerie des opérations d'exploitation		(1 219)	(19 591)
Opérations en capital			
Cessions d'immobilisations corporelles		50	-
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(9)	(260)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	6	(2 745)	(6 628)
Variation des actifs financiers non courants		(233)	4
Variation des actifs financiers courants	9.1	-	(86 078)
Variation de trésorerie sur investissements		(2 937)	(92 962)
Opérations de financement			
Augmentation de capital net des coûts d'émission		305	298
Remboursement d'emprunts et dettes financières		(84)	(34)
Vente et rachat d'actions propres		82	(6)
Variation de trésorerie sur opérations de financement		302	257
Variation de la trésorerie nette		(3 854)	(112 296)
Trésorerie nette au 1er janvier		112 347	314 238
Ecart de change sur trésorerie en devises		9 895	(11 550)
Trésorerie imputable aux activités poursuivies		118 387	190 393
Trésorerie nette en fin de période	9.2	118 387	190 393

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés trimestriels non audités.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (NON AUDITÉ)

En milliers d'euros, à l'exception des informations par actions

	Capital actions ordinaires		Primes d'émission	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves	Bénéfice (perte)	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capital
	Nombre d'actions	Montant								
Solde au 1er janvier 2015	29 446 721	1 472	192 842	(251)	(762)	(132 536)	20	60 787	(1 259)	59 528
Résultat net	-	-	-	-	-	-	6 146	6 146	171	6 316
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	-	-	-	(1 153)	0	-	(1 153)	(65)	(1 218)
Résultat global	-	-	-	-	(1 153)	0	6 146	4 993	106	5 099
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-	20	(20)	-	-	-
Augmentation de capital	10	5 500 000	275	194 604	-	-	-	194 879	-	194 879
Actions propres	12.3	-	-	82	-	-	-	82	-	82
Exercice de bons de souscription d'actions	12.3	91 237	5	428	-	-	-	433	-	433
Attribution d'actions gratuites	-	-	707	-	-	-	-	707	133	840
Solde au 31 mars 2015	35 037 958	1 752	388 581	(169)	(1 915)	(132 518)	6 146	261 877	(1 020)	260 857
Solde au 1er janvier 2016	35 178 614	1 759	420 682	(184)	(1 632)	(137 188)	(20 544)	262 894	725	263 619
Résultat net	-	-	-	-	-	-	(29 464)	(29 464)	-	(29 464)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	-	-	-	-	(1 895)	-	-	(1 895)	(36)	(1 931)
Résultat global	-	-	-	-	(1 895)	-	(29 464)	(31 359)	(36)	(31 395)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	-	-	(20 544)	20 544	-	-	-
Augmentation de capital	12.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)	-	(6)
Exercice de bons de souscription d'actions	10	50 000	3	296	-	-	-	298	-	298
Attribution d'actions gratuites	-	-	13 274	-	-	-	-	13 274	140	13 414
Solde au 31 mars 2016	35 228 614	1 761	434 252	(190)	(3 526)	(157 729)	(29 464)	245 103	829	245 932

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés trimestriels non audités.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note 1. La Société

Collectis S.A. (ci-après dénommée « Collectis » ou « nous ») est une société anonyme domiciliée en France dont le siège social est situé à Paris. Nous sommes une entreprise spécialisée dans l'ingénierie du génome et nous employons nos principales technologies brevetées afin de développer des produits dans le domaine émergent de l'immuno-oncologie. Nos produits candidats, fondés sur des cellules T aux gènes sélectivement modifiés, et qui expriment des récepteurs antigéniques chimériques, ou CARs, visent à exploiter la puissance du système immunitaire pour cibler et éradiquer les cancers. Nos technologies de ciblage génique nous permettent de créer des cellules CAR T allogéniques, ce qui signifie qu'elles proviennent de donneurs sains plutôt que des patients eux-mêmes. Outre notre activité en matière d'immuno-oncologie, nous explorons également l'utilisation de nos technologies de modification ciblée des gènes dans d'autres applications thérapeutiques, et cherchons, par ailleurs, à développer des produits alimentaires plus sains pour une population en croissance.

Nous avons défini nos opérations et les dirigeons en deux secteurs opérationnels distincts qui recouvrent les domaines suivants (i) Thérapeutique: ce secteur est focalisé sur le développement de produits dans le domaine de l'immuno-oncologie et sur des thérapies de pointe pour guérir d'autres maladies chez l'homme (ii) Plantes: ce secteur est dédié à l'application de nos technologies d'ingénierie du génome au développement d'une nouvelle génération de produits végétaux dans le domaine de l'agriculture biotechnologique en utilisant nos ressources internes mais aussi au travers de partenariats avec d'autres sociétés dans le domaine des produits agricoles.

Note 2. Base de préparation

Toutes les données financières (sauf indication contraire) sont présentées en milliers d'euros (€).

2.1 Conformité avec le référentiel comptable IFRS

Les états financiers consolidés résumés du premier trimestre sont établis conformément aux normes IFRS telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) dont l'application est obligatoire pour le premier trimestre clos au 31 mars 2016.

Les états financiers consolidés résumés pour le premier trimestre clos au 31 mars 2016 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 10 mai 2016.

Les normes internationales d'information financière comprennent les normes IFRS, les normes comptables internationales (International Accounting Standards - IAS) ainsi que les interprétations du Comité d'interprétation des normes (Standard Interpretation Committee - SIC) et du Comité d'interprétation des IFRS (International Financial Reporting Interpretations Committee - IFRIC).

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

2.2 Application de nouvelles normes ou de nouveaux amendements aux normes

Le Groupe a adopté les normes et amendements aux normes ci-dessous à partir du 1er janvier 2016 et n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du premier trimestre:

- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2012-2014 ;
- Information Initiative (Amendements de la norme IAS 1)
- IFRS 9 Instruments financiers

2.3 Normes, interprétations et amendements publiés mais dont l'application n'est pas encore obligatoire

Les amendements et modifications aux normes ci-dessous sont applicables pour les exercices ouverts après le 1er janvier 2017. Le Groupe estime que l'adoption de ces amendements et modifications aux normes n'aura pas d'impact significatif sur le compte de résultat, la situation financière ou les flux de trésorerie :

- Amendement de la norme IAS 7 « Etat des flux de trésorerie »
- Amendement de la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat »

Le groupe n'anticipe pas d'impacts significatifs sur les états financiers consolidés.

L'IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients établit un cadre global pour déterminer si les produits provenant de contrats avec des clients doivent être comptabilisés, et, le cas échéant, à quel moment et quel montant comptabilisé. La norme remplace les dispositions en vigueur en matière de comptabilisation des produits, notamment IAS 18 Produits des activités ordinaires. L'IFRS 15 n'a pas encore été adoptée par l'Union Européenne. Cependant, le Groupe étudie d'ores et déjà les éventuels impacts de cette norme sur ses états financiers consolidés.

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16 Contrats de Location, applicable à partir de l'exercice 2019, qui aligne la comptabilisation des contrats de location simple sur celle des contrats de location financement (i.e.: comptabilisation au bilan des loyers futurs et des droits d'utilisation associés).

Note 3. Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2015 et au cours du premier trimestre 2016, le Groupe inclut Collectis S.A, Collectis Inc. et Calyxt, Inc.

Les états financiers consolidés de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2015 comprenaient Collectis, nos deux filiales françaises, Collectis Bioresearch et Ectycell, nos deux filiales situées aux Etats-Unis, Calyxt Inc. et Collectis Bioresearch Inc. Les actionnaires minoritaires détenaient 24,5% des sociétés Collectis Bioresearch, Collectis Bioresearch Inc. et Ectycell au 31 mars 2015.

Note 4. Secteurs opérationnels

Les secteurs opérationnels représentent des composantes de l'entreprise pour lesquelles des informations financières isolées sont à la disposition du Comité de Management et de Décision Opérationnelle (CMDO) afin d'évaluer les performances et d'allouer les ressources.

Le CMDO de Collectis est composé des personnes suivantes:

- Le Président et Directeur Général;
- Le vice-Président exécutif et Directeur des Opérations ;
- Le vice-Président exécutif responsable du Business Développement ;
- Le Directeur scientifique ;
- Le Directeur financier ;
- Le Vice-Président Business Development ;
- Le Directeur juridique ;
- Le Directeur Général de Calyxt Inc.

Nous avons défini nos opérations et les dirigeons en deux secteurs opérationnels distincts qui recouvrent le domaines suivants :

- **Thérapeutique:** ce secteur est focalisé sur le développement de produits dans le domaine de l'immuno-oncologie et sur des thérapies de pointe pour guérir d'autres maladies chez l'homme. Notre démarche est basée sur notre expertise technique dans les domaines de la modification génique et des Récepteurs Antigènes Chimériques (CARs). Toutes ces activités sont opérées par la société Collectis S.A. et Collectis Inc. Notre activité de holding est incluse dans le secteur Thérapeutique qui englobe également la direction de la recherche et développement ainsi que nos fonctions support.
- **Plantes:** ce secteur est dédié à l'application de nos technologies d'ingénierie du génome au développement d'une nouvelle génération de produits végétaux dans le domaine de l'agriculture biotechnologique en utilisant nos ressources internes mais aussi au travers de partenariats avec d'autres sociétés dans le domaine des produits agricoles. Cette activité est opérée par notre filiale américaine Calyxt, Inc., dont le siège est situé à New Brighton, Minnesota.

Les opérations de la société mère, Collectis S.A., figurent intégralement dans le secteur Thérapeutique.

Il y a des transactions entre les deux secteurs opérationnels. Ces transactions incluent notamment l'allocation de frais généraux Groupe par Collectis S.A. vers ses filiales ainsi que des frais de recherche et développement aux secteurs opérationnels.

Ces transactions inter-secteurs sont en général imputées sur la base de contrats de service signés entre nos entités légales. Selon le type de service concerné, nous appliquons au coût de ces services une marge comprise entre 4 et 10 %. Collectis S.A. refacture également une partie du coût de la location de ses bureaux situés à Paris aux filiales françaises basées sur ce site. Conformément au contrat de cash pooling signé avec les filiales, nous appliquons des intérêts aux secteurs opérationnels à un taux basé sur l'Euribor 12 mois plus 5 %.

Les informations financières relatives à nos secteurs opérationnels figurent ci-après. La mesure de la performance de ces secteurs est basée sur les données du compte de résultat telles que le chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation, les dépenses de recherche et développement, les frais administratifs et commerciaux, les coûts de redevance et autres produits et charges opérationnels et le résultat opérationnel (sans l'impact des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie). Le CMDO n'a pas à sa disposition d'éléments permettant d'analyser le bilan par secteur ou par région. Les pertes ou profits opérationnels incluent l'impact net des transactions inter-segments qui sont éliminées.

	Pour le trimestre clos le 31 mars 2015			Pour le trimestre clos le 31 mars 2016		
	en milliers d'euros			en milliers d'euros		
	Plantes	Thérapeutique	Total secteurs opérationnels	Plantes	Thérapeutique	Total secteurs opérationnels
Chiffre d'affaires et autres produits	120	9 099	9 219	97	9 741	9 837
Revenus inter-secteurs	-	-	-	-	-	338
Chiffre d'affaires externe et autres produits	120	9 099	9 219	97	9 402	9 499
Frais de recherche et développement	(496)	(6 940)	(7 436)	(1 053)	(17 818)	(18 870)
Frais administratifs et commerciaux	(309)	(5 050)	(5 359)	(902)	(9 627)	(10 529)
Coût des redevances et autres produits et charges d'exploitation	41	(23)	18	(293)	(216)	(509)
Total charges d'exploitation	(765)	(12 012)	(12 777)	(2 248)	(27 660)	(29 908)
Résultat opérationnel avant impôt	(645)	(2 913)	(3 558)	(2 151)	(18 258)	(20 409)
Amortissements et dépréciations	(29)	(300)	(329)	(50)	(427)	(477)
Charge liées aux attributions d'actions	(141)	(699)	(840)	(440)	(12 974)	(13 414)
Investissements	63	2 691	2 754	6 138	1 476	7 614

Note 5. Test de perte de valeur

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) définies par Collectis correspondent aux secteurs opérationnels et de reporting : Thérapeutique et Plantes.

Au cours du premier trimestre clos au 31 mars 2016, nous n'avons détecté aucun indice de perte de valeur relatif aux UGT Thérapeutique et Plantes.

Note 6. Immobilisations corporelles

	Constructions	Installations techniques	Aménagements et autres	Total
	en milliers d'euros			
Valeur nette comptable au 1er janvier 2016	1 903	2 661	479	5 043
Acquisitions d'actifs corporels	6 778	416	160	7 354
Charges d'amortissement et de dépréciation	(152)	(244)	(27)	(423)
Effets de change	(211)	(59)	(48)	(318)
	0	0	0	0
Valeur nette comptable au 31 mars 2016	8 318	2 774	564	11 656
Valeur brute comptable en fin de période	10 295	10 794	819	21 908
Amortissements et dépréciations exceptionnelles cumulées	(1 977)	(8 020)	(255)	(10 252)

Les augmentations sont notamment liées à l'acquisition par Calyxt Inc d'un terrain de 4 hectares (10 acres) à Roseville dans les environs de Saint Paul dans le Minnesota (5,6 million de dollars), pour y installer ses serres et son nouveau siège social ; et aux investissements dans nos équipements R&D aux États-Unis et en France.

Note 7. Subventions à recevoir

	A la date du	
	31-déc-15	31-mars-16
	en milliers d'euros	
Crédit d'impôt recherche	8 227	10 742
Autres subventions	1 981	1 515
Provision sur autres subventions	(1 106)	(1 106)
Total	9 102	11 151

Note 8. Autres actifs courants

	A la date du	
	31-déc-15	31-mars-16
	en milliers d'euros	
TVA déductible	461	1 517
Charges constatées d'avance	3 778	5 396
Autres actifs courants	446	716
Total	4 685	7 629

Note 9. Actifs financiers courants et Trésorerie et équivalents de trésorerie

A la date du 31 décembre 2015	Coût amorti	Gain/(Perte) latent(e)	Juste valeur estimée
	en milliers d'euros		
Actifs financiers courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	314 238	-	314 238
Actifs financiers courants et Trésorerie et équivalents de trésorerie	314 238	-	314 238
A la date du 31 mars 2016	Coût amorti	Gain/(Perte) latent(e)	Juste valeur estimée
	en milliers d'euros		
Actifs financiers courants	86 078	42	86 120
Trésorerie et équivalents de trésorerie	190 393	-	190 393
Actifs financiers courants et Trésorerie et équivalents de trésorerie	276 471	42	276 513

Les actifs courants financiers qui sont évalués à la juste valeur par résultat conformément à la norme IAS 39 sont les suivantes:

- Actifs financiers détenus à des fins de transaction;
- Les actifs financiers, y compris les dérivés incorporés pour lesquels Collectis sont enregistrés à la juste valeur par résultat;
- Les actifs financiers gérés sur la base de leur juste valeur;
- Les instruments dérivés qui ne sont pas documentés comme opérations de couverture.

IFRS 13 – « Evaluation de la juste valeur » exige de prendre en compte les risques de contrepartie et de crédit propre lors de l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers. Ce risque est estimé sur la base des données statistiques observables, accessibles au public.

9.1 Actifs financiers courant

Ces actifs financiers sont évalués à la juste valeur en résultat net. Ils sont classés comme suit dans la hiérarchie de la juste valeur :

- Les instruments de niveau 1 sont évalués en fonction de prix cotés sur des marchés actifs. Ils sont constitués de notes ayant comme sous-jacents des paniers de titres à revenu fixe et de fonds d'actions diversifiés. Leur montant total s'élève à 77,3 millions d'euros au 31 mars 2016.
- Les instruments de niveau 2 sont évalués en référence à des données observables. Ils sont constitués de tunnels de change à prime nulle et de placements de type « dual currency deposit ». Leur montant total s'élève à 8,8 millions d'euros au 31 mars 2016.

9.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	A la date du	
	31-déc-15	31-mars-16
	en milliers d'euros	
Disponibilités	283 877	138 563
Valeurs mobilières de placement	11 361	32 830
Dépôts à terme	19 000	19 000
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	314 238	190 393

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont pour vocation de financer les besoins en trésorerie à court-terme et non pas de servir à réaliser des investissements ou de servir d'autres objectifs. Les SICAV de trésorerie produisent des intérêts et sont disponibles du jour au lendemain. Les dépôts à terme sont basés sur des échéances à moins de trois mois et sont immédiatement disponibles selon des termes fixés.

Note 10. Capital social

Evolution du capital social

Nature des mouvements	Capital social	Prime d'émission	Nombre d'actions	Valeur nominale
	en milliers d'euros			en €
Au 1er janvier 2015	1 472	192 842	29 446 721	0,05
Augmentation de capital suite à l'émission d'actions (Nasdaq)	275	194 604	5 500 000	-
Augmentation de capital suite à l'émission d'actions (BSPCE et actions gratuites)	5	428	91 237	-
Rémunérations en actions	0	707	0	-
Au 31 mars 2015	1 752	388 581	35 037 958	0,05

Nature des mouvements	Capital social	Prime d'émission	Nombre d'actions	Valeur nominale
	en milliers d'euros			en €
Au 1er janvier 2016	1 759	420 682	35 178 614	0,05
Augmentation de capital suite à l'émission d'actions (BSA)	3	296	50 000	-
Rémunérations en actions	-	13 274	-	-
Au 31 mars 2016	1 761	434 251	35 228 614	0,05

Evolution du capital sur le premier trimestre 2016

Nous avons émis 50 000 actions ordinaires suite à la conversion de BSA (bons de souscription d'actions) sur les trois premiers mois de 2016.

Note 11. Paiements fondés sur des actions

Les instruments financiers émis sur les trois premiers mois de 2016 sont les suivants:

- 14 mars 2016 : 2.060.602 options d'achats d'actions ont été attribuées à certain de nos employés et dirigeants. La charge liée aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie enregistrée sur le premier trimestre 2016 a été de 0,7 millions d'euros.
- 14 mars 2016 : 229.361 BSA ont été attribués aux administrateurs. La charge liée aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie enregistrée sur le premier trimestre 2016 a été de 0,1 millions d'euros.

Les souscriptions d'actions et les souscriptions des salariés consistent en bons de souscription d'actions (BSA) attribués aux membres de notre conseil d'administration et à nos consultants.

Les titulaires d'options d'achats d'actions et de BSA peuvent souscrire à une émission d'actions de Collectis à un prix d'exercice déterminé.

Le tableau suivant montre l'incidence de ces programmes sur le compte de résultat consolidé pour les trois premiers mois des exercices 2015 et 2016 (Charge liée aux rémunérations fondées sur les actions sans impact sur la trésorerie).

Pour le trimestre clos le	Actions gratuites 2012	Actions gratuites 2013	Actions gratuites 2014	Stock options 2015	Actions gratuites 2015	BSA 2015	Stock options 2016	BSA 2016	Calyxt stock options	Total
	en milliers d'euros									
31 mars 2015	1	49	75	107	450	24	-	-	133	840
31 mars 2016	1	4	75	1 660	9 730	1 046	689	68	140	13 414

Les tableaux ci-dessous détaillent les bons de souscriptions d'actions et les options d'achat d'actions attribués sur le premier trimestre 2016.

Options d'achat d'actions (« Stock options »)

Date d'attribution	14-mars-16
Durée d'acquisition	Progressive
Date d'expiration du plan	14/03/2026
Nombre de SO attribués	2 060 602
Nombre d'actions exerçables par SO	1
Prix d'exercice	22,44
Méthode d'évaluation utilisée	Black-Scholes
Juste valeur à la date d'attribution	22,48
Volatilité attendue	62,8%
Durée de vie moyenne des SO	6,11
Taux d'actualisation	0,03%
Dividendes attendus	0%
Hypothèse de rendement	n.a
Juste valeur des SO	12,65

BSA

Date d'attribution	14-mars-16
Durée d'acquisition (années)	3
Date d'expiration du plan	14/03/2026
Nombre de SO attribués	229 361
Nombre d'actions exerçables par SO	1
Prix d'exercice	27,37
Méthode d'évaluation utilisée	Black-Scholes
Juste valeur à la date d'attribution	22,48
Volatilité attendue	63,4%
Durée de vie moyenne des SO	6,00
Taux d'actualisation	0,04%
Dividendes attendus	0%
Hypothèse de rendement	n.a
Juste valeur des SO	10,51

Note 12. Dettes financières

12.1 Dettes financières courantes et non courantes

En milliers d'euros	A la date du	
	31-déc-15	31-mars-16
Contrats de location financement	64	55
Autres	2	-
Passifs financiers non courant	66	55
Avances remboursables	1 839	1 839
Contrats de location financement	82	57
Passifs financier courant	1 921	1 896

Les avances remboursables sont des avances reçues par Collectis de la part de BpiFrance (anciennement OSEO Innovation) afin de co-financer des programmes de recherches (y compris des opportunités de marchés).

12.2 Echéancier des dettes financières

Au 31 mars 2016 en milliers d'euros	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Avances remboursables	1 839	1 839	-	-
Contrats de location	112	57	55	-
Total dettes	1 951	1 896	55	-

Note 13. Revenus et produits différés

En milliers d'euros	A la date du	
	31-déc-15	31-mars-16
Revenus différés	54 422	49 878
Prime d'emménagement	336	290
Total revenus et produits différés	54 758	50 168

Note 14. Provisions

en milliers d'euros	01/01/2016	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/03/2016
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	437	17	-	-	454
Provisions pour litiges	922	183	(74)	(21)	1 010
Plan de sauvegarde de l'emploi 2013	4	-	(3)	-	1
Plan de sauvegarde de l'emploi 2014	27	-	-	-	27
Total	1 390	200	(77)	(21)	1 492
Non courant	437	17	-	-	454
Courant	953	183	(77)	(21)	1 038

Au cours du premier trimestre 2016, nous avons enregistré une nouvelle provision pour litige commercial pour un montant de 183 milliers d'euros. Nous avons également payé 74 milliers d'euros liés à une indemnité de départ.

Note 15. Autres passifs courants

En milliers d'euros	A la date du	
	31-déc-15	31-mars-16
TVA à payer	6 314	25
Provisions liées aux charges de personnel	3 958	5 355
Autres	2 425	1 809
Total	12 697	7 189

Les provisions liées aux charges de personnels au 31 mars 2016 comprennent 3,2 millions d'euros de charges sociales liées à l'attribution d'options d'achat d'actions.

Note 16. Analyse des produits d'exploitation

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
	en milliers d'euros	
Depuis la France (Collectis S.A.)	8 308	6 881
Depuis les USA (Calyxt Inc.)	120	97
Chiffre d'affaires	8 428	6 978
Crédit d'impôt Recherche	595	2 521
Subventions d'exploitation	196	-
Autres produits d'exploitation	791	2 521
Produits d'exploitation	9 219	9 499

Chiffre d'affaires par nature

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
	en milliers d'euros	
Ventes de produits	4	17
Services	120	97
Produits de licences	518	580
Accords de collaboration	7 786	6 284
Chiffre d'affaires	8 428	6 978

Note 17. Charges opérationnelles

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
	en milliers d'euros	
Recherche et développement		
Charges de personnel	(4 696)	(11 866)
Achats et charges externes	(2 444)	(6 647)
Autres	(296)	(358)
Frais de recherche et développement	(7 436)	(18 871)
	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
	en milliers d'euros	
Frais administratifs et commerciaux		
Charges de personnel	(3 742)	(8 289)
Achats et charges externes	(1 376)	(2 149)
Autres	(241)	(91)
Frais administratifs et commerciaux	(5 359)	(10 529)
	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
	en milliers d'euros	
Charges de personnel		
Salaires et charges sociales	(2 397)	(3 582)
Charges sociales sur options d'achat d'actions et attributions gratuites d'actions	(5 200)	(3 159)
Charge liée à aux rémunérations fondées sur les actions et sans impact sur la trésorerie	(840)	(13 414)
Charges de personnel	(8 438)	(20 155)

Note 18. Produits et charges financiers

Le résultat financier sur les trois premiers mois de 2015 est un gain de 9,9 millions d'euros alors que c'est une perte sur les trois premiers mois de 2016 pour 9,1 millions d'euros. Les actions pour protéger notre position de trésorerie libellée en dollars américains contre les fluctuations des taux de change n'ayant été engagées qu'à la fin du premier trimestre 2016, l'évolution du résultat financier reflète principalement l'impact de l'évolution du taux de change USD/Euro sur nos comptes libellés en dollars US.

Note 19. Résultat par action

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
Résultat net, part du Groupe (en milliers d'euros)	6 146	(29 464)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	31 321 659	35 195 281
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, sans effets dilutifs	31 648 249	35 563 743
Résultat de la période par action (en euros)		
Résultat de base par action (en euros)	0,20	(0,84)
Résultat dilué par action (en euros)	0,19	(0,84)

Note 20. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le rapport de gestion contient des déclarations prospectives relatives à Collectis et à ses activités. Collectis estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables. Cependant, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation des prévisions exprimées dans ces déclarations prospectives qui sont soumises à des risques dont ceux décrits dans le prospectus de Collectis disponible sur le site internet de la SEC (www.sec.gov), et à l'évolution de la conjoncture économique, des marchés financiers et des marchés sur lesquels Collectis est présente. Les déclarations prospectives figurant dans le présent communiqué sont également soumises à des risques inconnus de Collectis ou que Collectis ne considère pas comme significatifs à cette date. La réalisation de tout ou partie de ces risques pourrait conduire à ce que les résultats réels, conditions financières, performances ou réalisations de Collectis diffèrent significativement des résultats, conditions financières, performances ou réalisations exprimés dans ces déclarations prospectives. Collectis ne s'engage en aucune façon à mettre à jour ou modifier l'information contenue dans ce communiqué de presse, que ce soit à raison de faits nouveaux, d'événements ou circonstances futurs ou de toute autre raison.

Vue d'ensemble

Nous sommes une entreprise spécialisée dans l'ingénierie du génome, et nous utilisons nos principales technologies exclusives pour développer les meilleurs produits dans le domaine émergent de l'immuno-oncologie. Nos candidats médicaments, basés sur des cellules T ingénierées exprimant des récepteurs antigéniques chimériques (CAR), visent à utiliser la puissance du système immunitaire afin de cibler et d'éradiquer les cancers. Nous sommes persuadés que l'immunothérapie basée sur les CAR, nouveau paradigme pour le traitement du cancer, est l'un des domaines les plus prometteurs en matière de recherche sur le cancer. Nous élaborons des immunothérapies innovantes basées sur des cellules CAR T ingénierées. Nos technologies d'ingénierie du génome nous permettent de créer des cellules CAR T allogéniques ; ainsi, ces cellules proviennent de donneurs sains plutôt que des patients eux-mêmes. Nous estimons que la production allogénique de cellules CAR T va nous permettre de développer des produits rentables et prêts à être commercialisés, pouvant être stockés et distribués dans le monde entier. Notre expertise dans le domaine de l'ingénierie du génome nous permet également de développer des candidats médicaments qui présentent des attributs de sécurité et d'efficacité accrus, notamment des propriétés de contrôle visant à les empêcher d'attaquer les tissus sains, à leur permettre de tolérer les traitements oncologiques standard et à les doter des éléments qui vont leur permettre de résister à des mécanismes qui inhibent l'activité du système immunitaire. Outre l'immuno-oncologie, nous étudions l'utilisation de nos technologies d'ingénierie du génome dans d'autres applications thérapeutiques. Nous développons également des produits alimentaires plus sains pour une population croissante.

Nous menons actuellement nos opérations par le biais de deux segments d'activité, à savoir le secteur thérapeutique et les plantes. Notre segment thérapeutique se concentre sur le développement de produits dans le domaine de l'immuno-oncologie et de nouveaux produits hors immuno-oncologie pour traiter d'autres maladies humaines. Notre segment des plantes est axé sur l'application de nos technologies d'ingénierie du génome au développement de produits à base de plantes innovants dans le domaine de la biotechnologie agricole, par ses propres moyens ou en s'alliant à d'autres entreprises du marché agricole.

Depuis notre création au début de l'année 2000, nous avons consacré la quasi-totalité de nos ressources financières à la recherche et au développement. Actuellement, notre activité de recherche et développement se concentre principalement sur nos candidats médicaments d'immunothérapie à cellules CAR T, notamment pour la préparation des études cliniques de nos candidats médicaments,

le soutien général et administratif de ces opérations et la protection de notre propriété intellectuelle. De plus, grâce à notre plate-forme d'ingénierie dédiée aux plantes et au potentiel de transformation de l'ingénierie du génome, nous visons à créer des produits alimentaires bénéfiques pour la santé des consommateurs, des adaptations au changement climatique ou des améliorations nutritionnelles qui répondent aux besoins d'une population croissante. Nous n'avons pas de produits approuvés pour la vente et nous n'avons pas généré de revenus de la vente des produits de l'agriculture biotechnologique ou d'immunothérapie.

En février 2014, nous avons conclu une alliance avec Servier pour le développement d'UCART19 et d'autres candidats médicaments destinés à quatre cibles moléculaires. En novembre 2015, nous avons signé avec Servier un avenant à notre accord de collaboration, portant sur le candidat médicament UCART19 et d'autres produits. Cet avenant inclut l'exercice par Servier de son option d'acquérir les droits mondiaux exclusifs pour le développement et la commercialisation ultérieurs de l'UCART19. Pfizer et Servier ont également conclu un accord mondial exclusif de collaboration et de licence visant à développer conjointement et à commercialiser l'UCART19. En décembre 2015, nous avons déposé une demande d'autorisation clinique (Clinical Trial Authorization) au Royaume-Uni dans le but d'initier les études cliniques de phase 1 pour le candidat médicament UCART19 pour la leucémie lymphoblastique aigue (ALL) et la leucémie lymphocytaire chronique (CLL) qui si la demande est approuvée, seront menées par Servier. Dans le cadre de l'amendement signé avec Servier, Cellectis a reçu en novembre 2015 un paiement de 35,6 millions d'euros (38,5 millions de dollars américains, hors TVA) Cellectis est encore éligible jusqu'à 895 millions d'euros (974 millions de dollars américains) en paiements de Servier suite à cette alliance, au titre des éventuelles levées d'options futures, des éventuels jalons liés aux futurs développement, études cliniques et ventes de médicaments, auxquels viennent également s'ajouter les redevances sur les ventes de médicaments ainsi que le remboursement de coûts de développement.

Notre alliance avec Pfizer qui a commencé en juin 2014 porte sur le développement d'autres immunothérapies de cellules CAR T dans le domaine de l'oncologie. Cette alliance stratégique représente jusqu'à 2,9 milliards de dollars de paiements de Pfizer en notre faveur, dont un paiement initial de 80 millions de dollars et 2,8 milliards de dollars en paiements d'étape cliniques et commerciaux potentiels. De plus, nous refacturons à Pfizer le coût des chercheurs affectés aux projets que nous menons en commun. Dans le cadre de cette collaboration, Pfizer a également acquis 10 % de nos actions pour un montant de 25,8 millions d'euros.

. Nous avons également conclu des alliances en recherche et développement avec Weill Cornell Medical College et le centre de recherche MD Anderson Cancer Center de l'Université du Texas. Ces alliances nous permettront d'accélérer le développement de nos candidats médicaments : l'UCARTCS1, l'UCART22, l'UCART38 et l'UCART123.

Outre nos liquidités générées par les opérations (notamment les paiements au titre de nos alliances stratégiques), nous avons financé nos opérations essentiellement par le biais d'offres publiques et privées de nos titres, de subventions, de paiements reçus dans le cadre de licences de propriété intellectuelle, ainsi que de remboursements de crédits d'impôt pour la recherche. Nos actions ordinaires sont négociées sur le marché Alternext d'Euronext à Paris depuis le 7 février 2007. Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014, nous avons reçu 61,0 millions d'euros grâce à la vente d'actions et 73,7 millions d'euros grâce à des paiements en notre faveur effectués dans le cadre de nos accords de collaboration avec Pfizer et Servier. En mars 2015, nous avons réalisé un placement public de 5,5 millions d'*American Depositary Shares* sur le Nasdaq pour un produit brut de 228,2 millions de dollars. En 2015, Cellectis a reçu des paiements pour un total de 46,9 millions d'euros dans le cadre des alliances avec Servier et Pfizer. Nous avons reçu 1,7 millions d'euros au titre de ces éléments au premier trimestre 2016.

Faits marquants du premier trimestre 2016

Depuis début 2016, le Groupe a fait les annonces suivantes :

- Cellectis a annoncé le 11 janvier 2016 la publication dans Scientific Reports, journal du groupe Nature Publishing, d'une étude portant sur la conception et le développement d'une nouvelle architecture de CAR comprenant un système d'activation intégré, qui permet de contrôler les fonctions des cellules CAR T. Ce système intégré au CAR présente l'avantage de permettre le contrôle des cellules CAR T afin d'améliorer la sécurité, tout en autorisant de multiples cycles de cytotoxicité par l'usage d'une petite molécule chimique.
- Cellectis a conclu le 19 janvier 2016 un nouvel accord avec CELLforCURE portant sur la production, selon les Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF), de lots cliniques d'UCART123, le produit candidat phare de Cellectis. CELLforCURE sera en charge de l'implémentation selon les Bonnes Pratiques de Fabrication des procédés de production conçus et développés par Cellectis.
- Calyxt, Inc., filiale de Cellectis détenue à 100%, a fait l'acquisition d'un terrain de 4 hectares (10 acres) à Roseville dans les environs de Saint Paul dans le Minnesota, pour y installer son nouveau siège social. Ce nouveau site, qui devrait être opérationnel vers la mi-2017, comprendra des bureaux, des laboratoires, des serres et des parcelles de terre pour y effectuer des essais.
- Cellectis a donné une présentation le 9 mars 2016 lors de la 36e édition de la conférence annuelle de Cowen and Company dédiée à la santé, à Boston aux Etats-Unis.
- En avril 2016, Cellectis a donné des présentations scientifiques lors de la conférence AACR à la Nouvelle Orléans, Etats-Unis :
 - o « Allogeneic TCR α /CS1 double knockout T-cell bearing an anti-CS1 chimeric antigen receptor: an improved immunotherapy approach for the treatment of Multiple Myeloma », présenté par Roman Galetto, Cellectis.
 - o « Improved CAR safety by a non-lethal switch to control CAR activity at the T-cell surface membrane », présenté par Laurent Poirot, Cellectis.
- Le 14 mars, 2016, 2 060 602 stock-options ont été octroyées en vertu du plan de stock-options 2015 avec un prix d'exercice de 24,89\$ par action ordinaire. 944 121 ont été accordées à nos administrateurs et dirigeants. En outre, 229 361 bons de souscription pouvant être exercés pour un total de 229 361 actions ordinaires à un prix d'exercice de 27,37 euros par action ont été octroyées par notre conseil d'administration à certains de nos administrateurs et consultants.
- Le 16 mars 2016, Cellectis et MabQuest SA, une société de biotechnologie spécialisée dans le développement d'interventions thérapeutiques à base d'anticorps, ont conclu un accord de recherche et de licence portant sur le développement d'une nouvelle classe d'anticorps monoclonaux ciblant le récepteur PD-1. Ces anticorps anti-PD-1 ont pour effet de restaurer les fonctions des lymphocytes T épuisés par une stimulation antigénique chronique, grâce à un nouveau mode d'action. Cellectis a l'intention d'utiliser ces anticorps anti-PD-1 en association avec ses produits candidats ingénierés UCART ainsi que comme agent en monothérapie ou en association avec d'autres médicaments d'immunothérapie déjà approuvés. Cellectis et MabQuest mèneront conjointement des recherches précliniques sur plusieurs anticorps durant la première phase de la collaboration qui sera financée par Cellectis. Ensuite Cellectis prendra en charge le développement clinique et la commercialisation des meilleurs anticorps sélectionnés. MabQuest accorde à Cellectis une option exclusive. Lorsque l'option sera exercée, Cellectis acquerra les droits exclusifs et mondiaux dans tous les domaines sur une famille d'anticorps anti-PD-1 développés dans le cadre de la collaboration et sur les dérivés éventuels de ces anticorps.

- Collectis et Takara Bio, Inc. ont conclu le 21 mars 2016 un accord de licence et d'approvisionnement en RetroNectin®, un fragment de fibronectine recombinante humaine. L'accès à la RetroNectin, un produit développé par Takara Bio, Inc., garantit la pérennité des processus de production de Collectis et étend ses capacités de fabrication pour ses produits candidats UCART. Dans le cadre de cet accord, la RetroNectin, qui est utilisée pour l'ingénierie des cellules, pourra être intégrée à la production de produits candidats UCART tant en grade recherche pour des besoins de R&D, qu'en grade clinique selon les Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF).
- Le Docteur Loan Hoang-Sayag a été nommée en qualité de Directeur médical. Avant de rejoindre Collectis, le Docteur Hoan-Sayag était Directeur général des affaires médicales de Quintiles Transnational.

Présentation des opérations financières

Nous avons subi des pertes nettes presque chaque année depuis notre création. La quasi-totalité de nos pertes nettes sont expliquées par des coûts encourus dans le cadre de nos programmes de développement et de vente, frais généraux et administratifs associés à nos activités. Alors que nous continuons nos programmes de recherche et de développement intensifs, nous envisageons de continuer à engager des dépenses importantes et nous prévoyons d'éventuelles nouvelles pertes d'exploitation au cours des périodes futures. Selon nos estimations, ces dépenses augmenteront considérablement si nous réalisons ce qui suit, comme cela va être le cas :

- poursuivre la recherche et le développement de nos candidats médicaments en immuno-oncologie ;
- poursuivre la recherche et le développement de nos candidats médicaments dans le domaine agricole ;
- lancer des études cliniques ou un développement pré-clinique supplémentaire pour nos candidats médicaments en immuno-oncologie ;
- multiplier les essais sur le terrain de nos candidats médicaments dans le domaine agricole ;
- développer et affiner davantage le processus de fabrication de nos candidats médicaments en immuno-oncologie ;
- changer de fabricants ou de fournisseurs de matériaux biologiques, ou collaborer avec d'autres ;
- obtenir les autorisations réglementaires et de commercialisation pour nos candidats médicaments, si nécessaire, qui permettent de réaliser le développement avec succès ;
- établir une infrastructure de vente, marketing et distribution pour commercialiser les produits pour lesquels nous pouvons obtenir une autorisation de commercialisation;
- chercher à identifier et valider des candidats médicaments supplémentaires ;
- acquérir ou obtenir sous licence d'autres candidats médicaments, technologies, matériels génétiques ou matériels biologiques ;
- effectuer des paiements d'étape ou d'autres paiements dans le cadre d'accords de licence ;

- conserver, protéger et étendre notre portefeuille de propriété intellectuelle ;
- sécuriser les accords de fabrication pour la production clinique et commerciale ;
- chercher à attirer du personnel qualifié et à le retenir ;
- créer une infrastructure supplémentaire pour soutenir nos opérations en tant que société publique ;
et
- subir des retards ou rencontrer des problèmes avec tous les points ci-dessus.

Nous ne nous attendons pas à générer des revenus importants des ventes de nos candidats médicaments tant que nous n'avons pas réussi le développement d'un ou de plusieurs de nos candidats médicaments, ou obtenu une autorisation de commercialisation pour ceux-ci, ce qui va nécessiter plusieurs années, selon nos estimations, et fait l'objet d'une incertitude élevée. Par conséquent, nous prévoyons qu'il nous faudra lever des capitaux supplémentaires avant de réaliser le développement clinique de nos candidats médicaments. En attendant de générer des revenus substantiels des ventes de nos candidats médicaments, le cas échéant, nous entendons financer nos activités d'exploitation grâce à une combinaison de paiements d'étape reçus dans le cadre de nos alliances stratégiques, d'apports en capitaux propres, de financements de la dette, d'aides ou de collaborations gouvernementales ou d'autres tiers, ainsi que d'accords de licence. Cependant, nous pourrions ne pas être en mesure de lever des fonds supplémentaires ou de conclure ces types d'accords en cas de besoin, même à des conditions favorables, ce qui aurait un impact négatif sur notre situation financière et pourrait nous obliger à retarder, limiter, réduire ou mettre fin à nos programmes de développement ou efforts de commercialisation, ou accorderait à d'autres les droits de développer ou de commercialiser des candidats médicaments que nous préfererions sinon développer et commercialiser nous-mêmes. L'incapacité à obtenir un financement supplémentaire pourrait nous amener à cesser les opérations, en totalité ou en partie.

Résultats d'exploitation

Comparaisons entre les premiers trimestres 2015 et 2016

Chiffre d'affaires : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, nous avons enregistré un chiffre d'affaires de respectivement 8,4 millions d'euros et 7,0 millions d'euros. La diminution de 1,4 millions d'euros s'explique principalement par une baisse de 1,5 millions d'euros des revenus dans le cadre de nos accords de collaboration avec Servier et Pfizer.

Autres produits : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, les autres produits se sont élevés respectivement à 0,8 million d'euros et 2,5 millions d'euros. La hausse de 1,7 million d'euros reflète pour l'essentiel l'augmentation du crédit d'impôt recherche de 1,9 million d'euros, compensée par une baisse de 0,2 million d'euros des subventions de recherche, liée à l'arrêt de programmes subventionnés.

Coût des redevances : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, nous avons enregistré des coûts de redevances stables à 0,4 million d'euros sur les deux périodes.

Frais de recherche et de développement : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, les dépenses de recherche et développement ont augmenté de 11,5 millions d'euros (7,4 millions d'euros en 2015 contre 18,9 millions d'euros en 2016). Les frais de personnel ont augmenté de 7,2 millions d'euros (4,7 millions d'euros en 2015 contre 11,9 millions d'euros en 2016), notamment liés à une augmentation des charges de personnel pour 1,0 million d'euros et des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie pour 7,2 millions d'euros, partiellement compensé par une diminution de 1,0 million d'euros liée aux charges sociales relatives à

l'attribution d'options d'achat d'actions et à l'attribution gratuite d'actions. Les achats externes et autres charges ont augmenté de 4,2 millions d'euros (2,4 millions d'euros en 2015 contre 6,6 millions d'euros en 2016), en raison de l'augmentation des dépenses liées à l'innovation et le développement de notre plate-forme, y compris les paiements à des tiers participant au développement de produits, les achats de matières premières biologiques et les frais associés à l'utilisation de laboratoires et d'autres installations. Les autres charges se rapportent aux locations et autres engagements qui sont restés stables à 0,3 million d'euros.

Frais administratifs et commerciaux : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, nous avons enregistré 5,4 millions d'euros et 10,5 millions d'euros, respectivement. L'augmentation de 5,2 millions d'euros reflète principalement (i) une augmentation de 4,5 millions d'euros des charges de personnel (3,7 millions d'euros en 2015 contre 8,3 millions d'euros, imputable, entre autres, à une augmentation de 5,4 millions d'euros des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie, en partie compensée par une diminution de 1,1 millions d'euros liée aux charges sociales relatives à l'attribution d'options d'achat d'actions et à l'attribution gratuite d'actions, et (ii) une augmentation de 0,8 millions d'euros en achats et charges externes.

Autres produits d'exploitation : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, les autres produits d'exploitation sont respectivement de 0,4 million d'euros et 0,1 million d'euros. Les autres produits d'exploitation du premier trimestre 2016 incluent (i) le remboursement d'une taxe et (ii) la reprise d'avantages sur loyer différés.

Plan social : au cours du premier trimestre 2015, nous avons comptabilisé un produit de 0,2 millions d'euros qui résultait notamment des reprises de provisions du plan social, déduction faite des montants utilisés. La variation des provisions relatives au plan social n'est pas significative sur le premier trimestre 2016.

Autres charges d'exploitation : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, les autres charges d'exploitation se sont élevées respectivement à 0,1 million d'euros et 0,2 millions d'euros. La variation est notamment due à la variation de provisions pour litiges commerciaux.

Résultat financier : le gain financier était de 9,9 millions d'euros pour les trois premiers mois de 2015 et la perte financière s'élève à 9,1 millions d'euros pour les trois premiers mois de 2016, ceci ne reflète pas les mesures pour atténuer l'impact des fluctuations qui ont été adoptées à la fin du premier trimestre de 2016. Cette variation est principalement attribuable à l'effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des comptes libellés en dollars US.

Résultat net : au cours des premiers trimestres 2015 et 2016, nous avons enregistré un bénéfice net de 6,3 millions d'euros et une perte nette de 29,5 millions d'euros, respectivement. La variation du résultat net de 35,8 millions d'euros est principalement due à (i) 19,0 millions d'euros de variation du résultat financier, (ii) augmentation de 12,6 millions de charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie, partiellement compensée par une baisse de 2,0 millions d'euros liée aux charges sociales relatives à l'attribution d'options d'achat d'actions et à l'attribution gratuite d'actions.

Gain/Perte imputable aux intérêts minoritaires: au cours du premier trimestre 2015, la part de gain net imputable aux intérêts minoritaires était de 0,2 million d'euros.

Résultats sectoriels

Le tableau suivant synthétise les revenus des secteurs et le bénéfice (perte) d'exploitation sectoriel pour les premiers trimestres 2015 et 2016 :

	Pour le trimestre clos le 31 mars 2015			Pour le trimestre clos le 31 mars 2016		
	en milliers d'euros			en milliers d'euros		
	Plantes	Thérapeutique	Total secteurs opérationnels	Plantes	Thérapeutique	Total secteurs opérationnels
Chiffre d'affaires et autres produits	120	9 099	9 219	97	9 741	9 837
Revenus inter-secteurs	-	-	-	-	338	(338)
Chiffre d'affaires externe et autres produits	120	9 099	9 219	97	9 402	9 499
Frais de recherche et développement	(496)	(6 940)	(7 436)	(1 053)	(17 818)	(18 870)
Frais administratifs et commerciaux	(309)	(5 050)	(5 359)	(902)	(9 627)	(10 529)
Coût des redevances et autres produits et charges d'exploitation	41	(23)	18	(293)	(216)	(509)
Total charges d'exploitation	(765)	(12 012)	(12 777)	(2 248)	(27 660)	(29 908)
Résultat opérationnel avant impôt	(645)	(2 913)	(3 558)	(2 151)	(18 258)	(20 409)
Amortissements et dépréciations	(29)	(300)	(329)	(50)	(427)	(477)
Charge liées aux attributions d'actions	(141)	(699)	(840)	(440)	(12 974)	(13 414)
Investissements	63	2 691	2 754	6 138	1 476	7 614

Les agrégats « Chiffre d'affaires et autres produits », « Frais de recherche et développement », « Frais administratifs et commerciaux » « Coût des redevances » et « Autres produits et charges d'exploitation », ainsi que le résultat opérationnel sont utilisés par le CDMO pour évaluer la performance de chaque secteur opérationnel. Le compte de résultat par segment inclut l'impact des opérations intersectorielles, et les opérations intrasectorielles sont éliminées. Les données concernant les actifs et passifs ne sont pas suivies par secteur ou par région.

Les transactions inter-secteurs entre les secteurs isolables incluent l'affectation par Collectis S.A. à nos filiales des charges de recherche et développement, ainsi que des frais administratifs et commerciaux. Ces charges intersectorielles sont évaluées au coût réel et, selon le type de service concerné, nous appliquons en plus une marge comprise entre 4 et 10 %.

Segment Thérapeutique

Le chiffre d'affaires de notre segment Thérapeutique a augmenté de 0,6 millions d'euros, passant de 9,1 millions d'euros pour le premier trimestre 2015 à 9,7 millions d'euros pour le premier trimestre 2016. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du crédit impôt recherche, en rapport avec l'augmentation des charges de recherche et développement. La hausse des coûts opérationnels de 15,6 millions d'euros entre le premier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 s'explique principalement par des charges de personnel plus élevées, essentiellement en raison des charges liées aux rémunérations fondées sur des actions sans impact sur la trésorerie. La perte d'exploitation avant impôt de ce secteur a augmenté de 15,3 millions d'euros, passant de 2,9 millions d'euros pour le premier trimestre 2015 à 18,3 millions d'euros pour le premier trimestre 2016.

Segment Plantes

Le chiffre d'affaires de notre segment Plantes est resté stable à 0,1 million d'euros pour le premier trimestre 2015 et pour le premier trimestre 2016. La perte d'exploitation avant impôt de ce secteur a augmenté de 1,5 millions d'euros, passant de 0,6 millions d'euros pour le premier trimestre 2015 à 2,2 millions d'euros pour le premier trimestre 2016. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des charges d'exploitation de gestion générale, ainsi que le paiement d'une redevance (0,3 million d'euros).

Liquidités et ressources en capital

Introduction

Depuis la création de notre société en 2000, nous avons subi des pertes et des déficits cumulés des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, et nous prévoyons que nous continuerons à subir des pertes au minimum durant les quelques années à venir. Nous prévoyons la poursuite de la hausse de nos charges de recherche et de développement et de nos frais administratifs et commerciaux ; en conséquence, nous aurons besoin pour financer nos activités de fonds supplémentaires que nous pourrions lever grâce à une combinaison d'émissions d'actions, de financements par endettement, de refinancement par d'autres tierces parties, d'accords de commercialisation et de distribution et autres collaborations, alliances stratégiques et accords de licence.

Depuis la création de la société, nous avons financé nos activités essentiellement au travers de placements privés et publics de nos titres de participation, des revenus de subvention, des paiements reçus au titre des licences de brevets, des remboursements des créances de crédit d'impôt recherche et des paiements issus de nos alliances stratégiques avec Servier et Pfizer. Nos actions ordinaires sont négociées sur le marché Alternext d'Euronext à Paris depuis le 7 février 2007 et nos American Depositary Shares (ADS) sont négociées sur le Nasdaq Global Market à New York depuis le 30 mars 2015.

Liquidity management

Au 31 mars 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 190,4 millions d'euros et les actifs financiers courants à 86,1 millions d'euros.

Le surplus de trésorerie immédiatement disponible est investi conformément à notre politique d'investissement, principalement dans une perspective de préservation des liquidités et du capital.. Actuellement, nos fonds sont détenus dans des comptes bancaires, des SICAV monétaires et des dépôts bancaires à terme, principalement en France, et ils sont essentiellement libellés en dollars américains (184,6 millions de dollars américains au 31 mars 2016). Les actifs financiers courants libellés en dollars américains s'élèvent à 98 millions de dollars américains au 31 mars 2016.

Historique des variations des flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous synthétise les sources et les utilisations de notre trésorerie pour les activités poursuivies pour les premiers trimestres 2015 et 2016 :

	Pour le trimestre clos le 31 mars	
	2015	2016
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(1 219)	(19 591)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 937)	(92 962)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	302	257
Total	(3 854)	(112 296)

Pour les premiers trimestres 2015 et 2016, nos flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation restent négatifs, et passent de 1,2 millions d'euros en 2015 à 19,6 millions d'euros pour 2016. La diminution de la trésorerie était due à la hausse significative de la perte nette telle que décrit précédemment ainsi que 6,2 M€ de TVA à payer relative à l'amendement Servier signé en novembre 2015 et différents acomptes versés dans le cadre du processus de production.

Pour les premiers trimestres 2015 et 2016, nos flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement sont passés de 2,9 millions d'euros à 93,0 millions d'euros, reflétant principalement l'acquisition d'un terrain par Calyxt (5,2 millions d'euros) ainsi que l'investissement par Collectis S.A. de 88,9 millions d'euros (98,0 millions de dollars US) dans des placements financiers.

Pour les premiers trimestres 2015 et 2016, nos flux de trésorerie nets provenant des activités de financement sont restés stables à 0,3 millions d'euros.

Besoins en capital d'exploitation

À ce jour, nous n'avons pas généré de revenus provenant de la vente de produits thérapeutiques ou agricoles. Nous ne savons pas quand, ni même si, nous allons générer des recettes provenant des ventes de produits. Nous ne pensons pas générer des revenus importants provenant de la vente de produits sauf si, et jusqu'à ce que, nous obtenions l'homologation et commercialisons l'un de nos candidats médicaments actuels ou futurs. Nous prévoyons de continuer à générer des pertes dans un proche avenir, et nous nous attendons à une augmentation de ces pertes étant donné que nous poursuivons le développement de nos candidats médicaments, pour lesquels nous demandons des homologations, et que nous commençons à commercialiser les produits homologués. Nous sommes soumis à tous les risques relatifs à l'élaboration de nouveaux produits de thérapie génique et des dépenses imprévues, des difficultés, des complications, retards et autres facteurs inconnus qui pourraient nuire à nos activités, sont à prévoir. Nous sommes également soumis à tous les risques relatifs à l'élaboration de nouveaux produits agricoles, et des dépenses imprévues, des difficultés, des complications, retards et autres facteurs inconnus qui pourraient nuire à nos activités, sont à prévoir. En outre, De par notre statut de société anonyme aux États-Unis, nous prévoyons également une augmentation des charges, notamment les honoraires d'audit et juridiques, ainsi que les frais de conseil en matière de réglementation et de fiscalité afin de rester en conformité avec la réglementation de la bourse américaine et de la SEC. Nous anticipons un besoin de financement complémentaire substantiel dans le cadre de nos activités poursuivies, notamment pour développement de nos candidats médicaments existants et de poursuivre d'autres activités de développement liées à de nouveaux candidats médicaments.

Jusqu'à ce que nos produits génèrent un revenu suffisant, si jamais nous y parvenons, le financement d'une partie des futurs besoins de trésorerie par des prises de participations publiques ou privées ou l'émission d'emprunts est à prévoir. Des fonds supplémentaires peuvent ne pas être disponibles à des conditions raisonnables, voire ne pas l'être du tout. Si nous sommes incapables de lever des fonds supplémentaires en quantités suffisantes ou à des conditions acceptables pour nous, nous devons peut-être retarder considérablement, réduire ou arrêter le développement ou la commercialisation d'un ou plusieurs de nos candidats médicaments. Si nous levons des fonds supplémentaires par le biais de l'émission d'obligations ou d'actions, il pourrait en résulter une dilution pour nos actionnaires existants, une augmentation des obligations à paiement fixe et ces titres pourraient avoir des droits supérieurs à ceux de nos actions ordinaires. Si nous contractons des dettes, nous pourrions être assujettis à des clauses qui limiteraient nos opérations et pourraient ainsi nuire à notre compétitivité, telles que des restrictions de notre capacité à contracter de nouveaux emprunts, à acquérir, vendre ou accorder des droits de propriété intellectuelle et d'autres restrictions d'exploitation susceptibles de nuire à la conduite de nos affaires. Tous ces événements pourraient nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos perspectives.

Nos estimations du laps de temps durant lequel nos ressources financières seront suffisantes pour soutenir nos activités constituent une déclaration prospective qui comporte des risques et des incertitudes, et les résultats réalisés pourraient différer en fonction d'un certain nombre de facteurs. Nous avons fondé cette estimation sur des hypothèses qui peuvent se révéler fausses, et nous pourrions utiliser plus tôt que prévu nos ressources en capital disponibles. Nos besoins de financement futurs, à la fois à court et long termes, dépendront de nombreux facteurs, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- le lancement, la progression, le calendrier, les coûts et les résultats des études pré-cliniques et cliniques pour nos candidats médicaments ;
- le lancement, la progression, le calendrier, les coûts et les résultats des essais sur le terrain pour nos produits candidats agricoles ;
- le résultat, le calendrier et le coût des homologations par les instances américaines et non américaines de régulation, en prévoyant l'éventualité qu'elles nous imposent d'entreprendre des études complémentaires ;
- la capacité de nos candidats médicaments à progresser avec succès au cours du processus de développement clinique ;
- la capacité de nos produits candidats agricoles à franchir avec succès la phase finale du développement, y compris lors des essais sur le terrain ;
- les coûts engagés pour déposer, poursuivre, défendre et faire valoir des revendications de brevets et autres droits de la propriété intellectuelle ;
- notre besoin d'étendre nos activités de recherche et de développement ;
- notre besoin et notre capacité à embaucher plus de personnel ;
- notre besoin de mettre en place de nouvelles infrastructures et de nouveaux systèmes internes, y compris des procédés de fabrication de nos candidats médicaments ;
- les répercussions des évolutions technologiques et commerciales concurrentes ; et
- le coût d'établissement des capacités de promotion, de commercialisation et de distribution de tous les produits susceptibles d'être homologués.

Si nous ne pouvons pas développer nos activités, ou à défaut saisir des opportunités d'affaires, parce que nous manquons de capitaux suffisants, notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation pourraient en être affectés négativement.

Engagements hors bilan

Pour les périodes présentées, nous n'avons pas, et nous ne disposons toujours pas, d'engagements hors bilan au sens des règles définies par la Commission des Opérations de Bourse.

Informations quantitatives et qualitatives relatives aux risques de marché

Risque de taux d'intérêt

Nous visons une gestion prudente de notre trésorerie et des équivalents de trésorerie, principalement les liquidités disponibles et les instruments financiers courants (généralement des dépôts à court et moyen terme). En outre, le risque de taux d'intérêt lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif au regard de la qualité des institutions financières avec lesquelles nous travaillons.

Risque de change en monnaie étrangère

Une proportion importante de nos revenus est libellée en dollars américains, y compris les paiements résultant de notre accord de collaboration avec Pfizer. Depuis le début de l'année fiscale 2015, nous développons de manière significative nos activités sur le territoire américain mais nos flux de trésorerie présentent un déséquilibre du fait que la plupart de nos dépenses sont encore principalement libellées en euros. Notre situation financière et nos résultats d'exploitation sont évalués et comptabilisés dans la devise locale correspondante puis convertis chaque mois en euros avant d'être inscrits dans nos comptes consolidés. Nous convertissons les montants du bilan aux taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que le revenu et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen en vigueur au cours de la période concernée. Notre exposition aux devises autres que le dollar américain est négligeable.

Pour le premier trimestre 2016, nos revenus libellés en dollars américains sont notamment liés à l'accord de collaboration conclu avec Pfizer et aux revenus du secteur des Plantes. Notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie libellés en dollars américains s'élèvent à 174,6 millions de dollars au 31 mars 2016.

Les actions pour protéger notre position de trésorerie libellée en dollars américains contre les fluctuations des taux de change n'ayant été engagées qu'à la fin du premier trimestre 2016, nous avons enregistré un gain du résultat financier de 9,9 millions d'euros au premier trimestre 2015 et une perte résultat financier de 9,1 millions d'euros au premier trimestre 2016. Nous avons souscrit à des tunnels à prime nulle (5 millions de dollars de valeur nominale) et nous avons transféré 70 millions de dollars de Collectis Inc. dont les transactions sont principalement libellées en dollars. Le changement est principalement imputable aux effets des fluctuations des taux de change sur notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie libellés en dollars américains.

Risque d'inflation

Nous ne pensons pas que l'inflation ait eu un effet important sur notre activité, notre situation financière ou sur les résultats d'exploitation. Si nos coûts devaient être soumis à des pressions inflationnistes significatives, nous pourrions ne pas être en mesure de compenser entièrement ces hausses de coûts par des hausses tarifaires. Notre incapacité à y parvenir pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et aux résultats d'exploitation.

Autres informations

Procédures judiciaires

Nous pouvons être impliqués dans diverses réclamations et poursuites relatives à nos activités. Nous ne sommes pas actuellement partie dans des procédures judiciaires qui, selon la direction du groupe, peuvent avoir un impact matériel négatif sur nos activités. Indépendamment du résultat, un litige peut avoir un impact négatif à cause des coûts liés à la défense de nos intérêts et d'indemnités à verser, du temps accordé par la direction au litige au lieu de nos activités, et à d'autres facteurs.

Facteurs de risque

Il n'y a eu aucun changement important par rapport aux facteurs de risque décrits précédemment dans le prospectus de Cellectis disponible sur le site internet de la SEC (www.sec.gov).